ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Education nationale (F), le 4 juillet 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "créant une commission paritaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat", a donné le 5 septembre 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 4e juli 1984 door de Minister van Onderwijs (F) verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van een paritaire commissie van het administratief, meesters, vak- en dienstpersoneel van de inrichtingen voor kleuter, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch artistiek en normaal Rijksonderwijs", heeft de 5e september 198 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. L'objet du projet d'arrêté est de créer, pour examiner les questions relatives au statut du personnel administratif et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat, une commission consultative semblable à celle qui a été créée par l'arrêté royal du 30 octobre 1971 pour examiner les questions relatives au statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et du personnel des services d'inspection de l'enseignement de l'Etat. Le texte du projet est, d'ailleurs, calqué sur celui de l'arrêté du 30 octobre 1971, notamment en ce qui concerne, la mission de la commission (article 2) et sa composition (article 3).

L'appellation "commission paritaire", empruntée elle aussi à l'arrêté royal du 30 octobre 1971, présente un double inconvénient. D'une part, elle risque (surtout dans sa version française) de prêter à confusion à l'égard des commissions paritaires créées par la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires; d'autre part et surtout, elle est imprécise et inadéquate par rapport à la mission de l'organe dont il s'agit. La terminologie de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, commanderait de préférer le substantif "comité" à celui de "commission".

Par ailleurs, l'idée d'une représentation égale des deux comités de consultation syndicale, serait aussi bien rendue par l'adjectif "mixte" que par l'adjectif "paritaire". Quitte à ce que l'arrêté du 30 octobre 1971 soit modifié dans le même

.../...

sens, il est proposé d'utiliser, pour désigner l'organe à créer, la dénomination "comité mixte de consultation syndicale pour le personnel administratif ...".

2. La dénomination du futur comité comprend l'énumération des différentes catégories d'établissements dont le personnel est visé par l'arrêté en projet. Cette énumération appelle plusieurs observations.

a) La classification des établissements d'enseignement qu'elle reflète ne correspond pas à celle qui a été établie par la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur et la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire. Sans doute les arrêtés relatifs au statut du personnel de l'enseignement de l'Etat qui sont antérieurs à ces lois se réfèrent-ils à l'ancienne classification, et notamment celui du 29 août 1966. Mais la loi du 22 juin 1964 a été modifiée par la loi du 27 juillet 1971 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur, pour tenir compte de la nouvelle classification des établissements. Son article 1er porte en effet que : " ... le Roi fixe le statut des membres du personnel : 1° des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur, à l'exclusion des établissements d'enseignement universitaire".

b) Selon les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, le comité mixte à créer sera compétent aussi pour le statut du personnel de l'enseignement spécial, ce que sa dénomination ne fait pas apparaître. L'enseignement spécial est, en effet, régi par une loi particulière, celle du 6 juillet 1970, et non par une des lois relatives à l'enseignement préscolaire, primaire,

moyen ou technique. L'enseignement spécial est cependant visé par la nouvelle classification adoptée par l'article 1er, 1°, de la loi du 22 juin 1964, puisque, selon la loi précitée du 6 juillet 1970, il comporte trois niveaux correspondant à ceux de l'enseignement ordinaire : gardien ou préscolaire, primaire et secondaire.

c) L'appellation "enseignement gardien", figurant dans le texte français, est actuellement sans base légale. La loi du 7 juillet 1970 emploie l'appellation "enseignement préscolaire", de même que la loi du 22 juin 1964 telle qu'elle a été modifiée par celle du 27 juillet 1971, mais un décret du 17 janvier 1974 du Conseil de la Communauté culturelle française a prescrit d'utiliser l'appellation "enseignement maternel" pour désigner ce niveau d'enseignement.

La terminologie n'est pas mieux assurée en néerlandais. Dans les lois coordonnées du 20 août 1957 et dans la loi du 29 mai 1959, il est question de "bewaarschoolonderwijs". Dans les arrêtés royaux du 29 août 1966 et du 22 mars 1969, on trouve "kleuteronderwijs", et dans les lois du 22 juin 1964 et du 7 juillet 1970 "voorschools onderwijs".

3. Dans la formule de proposition et dans plusieurs dispositions de l'arrêté en projet, une dénomination unique est employée pour désigner les deux Ministres, voire les deux Ministères, qui ont l'enseignement dans leurs attributions. Malheureusement, les dénominations retenues respectivement en français et en néerlandais ne sont pas la traduction l'une de l'autre, ce qui crée une discordance.

.../...

Mieux vaudrait suivre, pour les contreseings, le dispositif de l'arrêté royal du 18 avril 1983 modifiant l'appellation du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise (qui se dénomme dorénavant "Ministerie van Onderwijs", même en français) et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française (qui se dénomme dorénavant "Ministère de l'Education nationale", même en néerlandais) (1) et écrire, par conséquent, avant la signature de Monsieur le Ministre BERTOUILLE Le Ministre de l'Education nationale et De "Ministre de l'Education nationale" et avant la signature de Monsieur le Ministre COENS : De Minister van Onderwijs et Le "Minister van Onderwijs".

Il y aurait lieu d'écrire dans la formule de proposition : "Sur la proposition de Nos Ministres qui ont l'enseignement dans leurs attributions", et de s'inspirer de la même expression à l'article 2, après quoi, dans les articles ultérieurs, le projet pourrait se borner à mentionner "les Ministres" sans risquer l'équivoque.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Compte tenu des observations générales, l'intitulé du projet devrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal créant un comité mixte de consultation syndicale pour le personnel administratif et le personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat".

.../...

---

(1) L'arrêté royal du 9 juin 1983, intitulé "Gouvernement : modifications", verse dans la même erreur que l'arrêté en projet.

PREAMBULE.

1. La loi du 22 juin 1964 a aussi été modifiée par la loi du 2 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984. Il faut dès lors compléter l'alinéa 1er par les mots : "et 2 juillet 1981, et par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984;".

2. L'alinéa 2 doit être complété par la mention des modifications subies par l'arrêté royal du 29 août 1966, de la manière suivante : "modifié par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 et par les arrêtés royaux du 22 septembre 1967, du 21 octobre 1968, du 25 novembre 1976 et du 16 décembre 1981;".

3. Le texte néerlandais des alinéas 1er et 2 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. A l'alinéa 3, il faut viser l'avis des comités de consultation syndicale (F et N).

DISPOSITIF.

Article 1er.

Compte tenu des observations générales, l'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.

Il est institué auprès du Ministère de l'Education nationale et du "Ministerie van Onderwijs", un comité mixte de consultation syndicale pour le personnel administratif et le personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat".

/

Article 2.

Les problèmes sur lesquels le comité mixte donnera des avis sont qualifiés de "statutaires" dans le paragraphe 1er. Ce sont, en fait, les mêmes problèmes que ceux sur lesquels la consultation des organisations syndicales est obligatoire en vertu de l'article 6, 1°, de l'arrêté royal du 20 juin 1955. Il serait donc indiqué de reproduire dans l'article 2, § 1er, du projet les termes mêmes de l'article 6, 1°, précité et surtout de faire apparaître le caractère obligatoire de la consultation du comité mixte plutôt que de faire déduire ce caractère, de manière implicite, des alinéas 2 et 3 du paragraphe 2.

Le paragraphe 2 n'indique pas si l'intervention du comité mixte pour coordonner les avis des comités de consultation syndicale est, elle aussi, obligatoire : le texte ne fait, en effet, mention que des avis. Il résulte de la procédure suivie à l'égard de la commission créée par l'arrêté royal du 30 octobre 1971, telle qu'elle a été exposée par le fonctionnaire délégué, que la coordination des avis des comités est considérée comme obligatoire puisque les Ministres saisissent cette commission une seconde fois, en vue de la coordination des avis des comités, quand elle a donné son propre avis avant ces comités, même si ceux-ci ont émis des avis concordants et même si son propre avis a été suivi par les comités.

Compte tenu de ces observations, l'article 2 pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 2.-

§ ler. Les propositions relatives au statut des membres du personnel visés à l'article ler et dépendant des deux Ministères sont soumises pour avis au comité mixte par les Ministres qui ont l'enseignement dans leurs attributions.

Le comité mixte peut aussi adresser, d'initiative, aux deux Ministres des propositions sur les mêmes objets.

Il coordonne, en outre, les avis émis sur les mêmes propositions par le comité de consultation syndicale de chacun des deux départements.

§ 2. Le comité mixte donne son avis ou coordonne les avis des comités de consultation syndicale dans le délai de un mois à partir du jour où la demande d'avis ou de coordination a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour d'une séance.

Passé ce délai, l'avis ou la coordination ne sont plus requis.

En cas d'urgence, le délai peut être réduit à dix jours par décision conjointe des Ministres".

Article 3.

Le texte serait rédigé de manière plus précise dans les termes suivants :

"Article 3.-

Le comité mixte est composé :

1° de dix représentants des Ministres,désignés comme suit :

a) un président choisi parmi les fonctionnaires généraux d'un des deux Ministères;

b) un vice-président choisi parmi les fonctionnaires généraux de l'autre Ministère;

c) trois fonctionnaires appartenant aux administrations intéressées du Ministère de l'Education nationale;

d) trois fonctionnaires appartenant aux administrations intéressées du "Ministerie van Onderwijs";

e) un membre délégué du cabinet du Ministre de l'Education nationale;

f) un membre délégué du cabinet du "Minister van Onderwijs";

2° de huit membres délégués des organisations syndicales siégeant au comité de consultation syndicale de chacun des deux Ministères, à raison de quatre membres par régime linguistique.

Les membres délégués des organisations syndicales cessent de faire partie du comité mixte si l'organisation à laquelle ils appartiennent cesse de les déléguer.

.../...

Les membres délégués des cabinets ministériels cessent de faire partie du comité mixte à ce titre, dès qu'ils ne font plus partie de ces cabinets".

Aux termes de l'alinéa 3,

> "Le président, le vice-président ou le membre fonctionnaire de la commission appelé à faire partie d'un Cabinet ministériel continue à siéger à la commission s'il est désigné comme délégué de l'un des Cabinets des Ministres de l'Education nationale".

Cette disposition n'est pas suffisamment explicite quant au point de savoir si le président ou le vice-président appelé à faire partie d'un cabinet ministériel continue à siéger comme président ou comme vice-président au sein du comité mixte s'il devient délégué de l'un des cabinets. On observera que si la réponse à cette question était positive, le comité comprendrait un membre de moins en vertu de l'alinéa 1er, 1°, a. A l'inverse, une réponse négative se concilierait mal avec l'article 4, a, suivant lequel le président et le vice-président sont nommés pour quatre ans(du moins d'après le texte français de cette disposition,car le texte néerlandais ne contient pas d'équivalent des mots français : "pour 4 ans").

L'alinéa doit donc être revu.

.../...

Article 4.

1. Dans la phrase liminaire, il conviendrait d'écrire, dans le texte français, "Les Ministres" (au pluriel) et d'omettre les mots "de l'Education nationale"; dans le texte néerlandais, les mots "van Onderwijs" devraient être omis.

2. Pour prévenir toute équivoque, les mots "pour quatre ans" devraient figurer au début du a.

Par ailleurs, la formalité de la proposition des organisations syndicales ayant été omise de l'article 3 parce qu'elle se rapporte aux modalités de la nomination et non à la composition du comité, il conviendrait de rédiger le a comme suit :

"a) pour quatre ans, le président, le vice-président, les membres fonctionnaires du comité mixte et, sur proposition des organisations syndicales, les membres délégués de celles-ci".

3. Au b, le terme de "détachement" paraît trop restrictif, puisqu'il suppose que les membres délégués des cabinets ministériels seront nécessairement des fonctionnaires.

4. Tel qu'il est rédigé, l'article impose manifestement des nominations opérées conjointement par les deux Ministres. Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si

.../...

cette rédaction reflète bien son intention en ce qui concerne les membres du comité autres que le président ou le vice-président.

Article 5.

Il convient d'écrire dans le texte néerlandais : "Het secretariaat wordt waargenomen ...", au lieu de "Het secretariaat wordt verzekerd...".

Article 6.

L'alinéa 1er, première phrase, devrait être rédigé comme suit :

"Le comité se réunit sur convocation de son président et, en cas d'empêchement de celui-ci, sur convocation de son vice-président".

Dans la deuxième phrase du même alinéa, il y a un manque de concordance entre le texte français ("et") et le texte néerlandais ("of").

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Dans la première phrase de l'alinéa 3, il y a lieu d'omettre les mots "de l'Education nationale" dans le texte français et "van Onderwijs" dans le texte néerlandais.

.../...

La même observation vaut pour les deux alinéas de l'article 7.

Dans le même alinéa 3, première phrase, du texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "Ministers" au lieu de "Ministeries".

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Il ne peut être procédé valablement au vote que si les représentants des Ministres et les membres délégués des organisations syndicales sont en nombre égal et si l'équilibre linguistique est respecté. Le cas échéant, afin de rétablir la parité, un ou plusieurs membres, après tirage au sort ou désistement, ne prendront pas part au vote".

Article 7.

Le texte doit être rédigé comme suit :

"Le comité mixte fait parvenir les procès-verbaux de ses réunions aux Ministres, à ses membres et aux comités de consultation syndicale.

Il adresse le 1er juillet de chaque année un rapport d'ensemble aux Ministres".

.../...

Article 8.

L'intention du Gouvernement est-elle de n'intervenir dans les frais de déplacement qu'au moyen de l'attribution de "réquisitoires" de chemin de fer, à l'exclusion du remboursement des frais de déplacement en voiture ?

Si tel n'était pas le cas, mieux vaudrait remplacer l'alinéa 2 par la formule suivante, plus habituelle :

"Le président, le vice-président et les membres du comité mixte ont droit au remboursement des frais de parcours et de séjour dans les conditions et suivant les taux fixés par la réglementation en la matière,applicable aux membres du personnel des Ministères".

Article 9.

Le Gouvernement n'ayant certainement pas en vue un effet rétroactif de l'arrêté en projet, il conviendrait de rédiger l'article comme suit :

"Article 9.-
Le présent arrêté entre en vigueur le ...".

Article 10.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Nos Ministres ayant l'enseignement dans leurs attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het doel van het ontwerp-besluit bestaat erin, met het oog op het onderzoek van de problemen betreffende het statuut van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en diens personeel van de Rijksonderwijsinrichtingen, een commissie van advies op te richten als die welke bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 is opgericht om de problemen te onderzoeken betreffende het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel en van het personeel van de inspectiediensten van het Rijksonderwijs. De tekst van het ontwerp is trouwens overgenomen van die van het besluit van 30 oktober 1971, inzonderheid wat betreft de taak van de commissie (artikel 2) en haar samenstelling (artikel 3).

Aan het gebruik van de benaming "paritaire commissie", die eveneens ontleend is aan het koninklijk besluit van 30 oktober 1971, is een dubbel bezwaar verbonden. Enerzijds kan die benaming (vooral in haar Franse versie) aanleiding geven tot verwarring met de paritaire comités welke opgericht zijn bij de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités; anderzijds en vooral is zij onnauwkeurig en niet deugdelijk ten aanzien van de taak van het bedoelde orgaan. Voortgaande op de terminologie van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, zou men het substantief "raad" moeten verkiezen boven het substantief "commissie".

Overigens zou de idee van een gelijke vertegenwoordiging van de twee syndicale raden van advies evengoed kunnen worden weergegeven door het adjectief "gemengde" als door het adjectief "paritair". Ook al moet het besluit van 30 oktober 1971

.../...

in dezelfde zin worden gewijzigd, toch wordt voorgesteld voor het op te richten orgaan de benaming "gemengde syndicale raad van advies voor het administratief personeel ..." te gebruiken.

2. De benaming van de toekomstige raad bevat de opsomming van de verschillende categorieën van inrichtingen op welker personeel het ontworpen besluit betrekking heeft. Bij de opsomming zijn een aantal opmerkingen te maken.

a) De classificatie van de onderwijsinrichtingen, zoals die in de opsomming voorkomt, stemt niet overeen met die welke is vastgesteld bij de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs en de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs. Weliswaar verwijzen de besluiten betreffende het statuut van het personeel van het rijksonderwijs, die van vóór die wetten dagtekenen, naar de oude classificatie, en inzonderheid voor die van 29 augustus 1966. Maar de wet van 22 juni 1964 is gewijzigd door de wet van 27 juli 1971 tot regeling van het hoger onderwijs, ten einde rekening te houden met de nieuwe classificatie van de inrichtingen. Volgens artikel 1 van die wet immers : "... stelt de Koning het statuut vast voor de personeelsleden : 1° van de rijksinrichtingen voor voorschools onderwijs, lager onderwijs, secundair onderwijs en hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs".

b) Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zal de op te richten gemengde raad ook bevoegd zijn voor het statuut van het personeel van het buitengewoon onderwijs, wat niet blijkt uit de benaming van die raad. Het buitengewoon onderwijs is immers geregeld door een bijzondere wet, die van 6 juli 1970, en niet door een van de wetten betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar of technisch onderwijs. In de nieuwe classificatie, aangenomen door artikel 1, 1°, van de wet van 22 juni 1964, is het buitengewoon onderwijs echter wel bedoeld, aangezien het, volgens

voornoemde wet van 6 juli 1970, drie niveaus omvat welke overeenstemmen met die van het gewoon onderwijs : bewaarschool- of voorschools onderwijs, lager onderwijs en secundair onderwijs.

c) Voor de Franse benaming "enseignement gardien" is thans geen rechtsgrond voorhanden. In de wet van 7 juli 1970 wordt de benaming "enseignement préscolaire" gebruikt, net als in de wet van 22 juni 1964, zoals die gewijzigd is bij de wet van 27 juli 1971, maar een decreet van 17 januari 1974 van de Cultuurraad voor de Franse Cultuurgemeenschap heeft het gebruik van de benaming "enseignement maternel" voorgeschreven om dat niveau van onderwijs aan te duiden.

In het Nederlands is de terminologie als even onzeker. In de gecoördineerde wetten van 20 augustus 1957 en in de wet van 29 mei 1959 is sprake van "bewaarschoolonderwijs". In de koninklijke besluiten van 29 augustus 1966 en 22 maart 1969 vinden we "kleuteronderwijs", en in de wetten van 22 juni 1964 en 7 juli 1970 "voorschools onderwijs".

3. In het voordrachtformulier en in verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit wordt één enkele benaming gebruikt ter aanduiding van de twee Ministers, en zelfs van de twee Ministeries, tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort. Nu is het zo dat de benamingen die onderscheidenlijk in het Nederlands en in het Frans gebruikt zijn, niet elkaars vertaling zijn, wat een discordantie doet ontstaan.

Beter ware het voor de medeondertekening aansluiting te zoeken bij het bepalend gedeelte van het koninklijk besluit van 18 april 1983 tot wijziging van benaming van het Ministerie van

.../...

Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur (dat voortaan "Ministerie van Onderwijs" wordt genoemd, zelfs in het Frans) en van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur (dat voortaan "Ministère de l'Education nationale" wordt genoemd, zelfs in het Nederlands)(1), en derhalve vóór de handtekening van de heer Minister BERTOUILLE te schrijven : Le Ministre de l'Education nationale en De "Ministre de l'Education nationale", en vóór de handtekening van de heer Minister COENS : De Minister van Onderwijs en Le "Minister van Onderwijs".

In het voordrachtformulier zou moeten worden geschreven : "Op de voordracht van Onze Ministers tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort", terwijl in artikel 2 een soortgelijke uitdrukking zou moeten worden gebruikt, waarna het ontwerp zich in de verdere artikelen zonder gevaar voor misverstand zou kunnen beperken tot de vermelding "de Ministers".

.../...

---

(1) Het koninklijk besluit van 9 juni 1983, met als opschrift : "Regering : wijzigingen" begaat dezelfde vergissing als het ontworpen besluit.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Met inachtneming van de algemene opmerkingen, zou het opschrift van het ontwerp als volgt moeten worden geredigeerd :

"Koninklijk besluit tot oprichting van een gemengde syndicale raad van advies voor het administratief personeel en het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de Rijksonderwijsinrichtingen".

AANHEF.

1. De wet van 22 juni 1964 is ook gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981 en bij het koninklijk besluit nr 296 van 31 maart 1984. Het eerste lid moet derhalve worden aangevuld met de woorden : "en 2 juli 1981, en bij het koninklijk besluit nr 296 van 31 maart 1984;".

2. Het tweede lid moet als volgt worden aangevuld met de vermelding van de wijzigingen welke het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 heeft ondergaan : ", gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 296 van 31 maart 1984 en bij de koninklijke besluiten van 22 september 1967, 21 oktober 1968, 25 november 1976 en 16 december 1981;".

3. De Nederlandse tekst van het eerste en het tweede lid zouden als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973

.../...

18 februari 1977 en 2 juli 1981, en bij het koninklijk besluit nr 296 van 31 maart 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 296 van 31 maart 1984 en bij de koninklijke besluiten van 22 september 1967, 21 oktober 1968, 25 november 1976 en 16 december 1981;".

4. In het derde lid moet worden verwezen naar de adviezen van de syndicale raden van advies (N en F).

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Met inachtneming van de algemene opmerkingen zou het artikel als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

Een gemengde syndicale raad van advies voor het administratief personeel en het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de Rijksonderwijsinrichtingen wordt ingesteld bij het Ministerie van Onderwijs en bij het "Ministère de l'Education nationale".

.../...

Artikel 2.

De problemen waarover de gemengde raad advies zal geven, worden in paragraaf 1 "statutaire problemen" genoemd. In feite gaat het om dezelfde problemen als die waarvoor raadpleging van de vakorganisaties verplicht is krachtens artikel 6, 1°, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955. Het verdient dan ook aanbeveling in artikel 2, § 1, de bewoordingen zelf van het genoemde artikel 6, 1°, over te nemen en vooral de verplichting tot raadpleging van de gemengde raad duidelijk te doen uitkomen in plaats van die verplichting impliciet te laten afleiden uit het tweede en het derde lid van paragraaf 2.

Paragraaf 2 geeft niet aan of het optreden van de gemengde raad voor het coördineren van de adviezen van de syndicale raden van advies ook verplicht is : in de tekst is immers alleen sprake van de adviezen. Uit de procedure die gevolgd wordt voor de commissie die is opgericht bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1971, zoals die procedure door de gemachtigde ambtenaar is toegelicht, blijkt dat het coördineren van de adviezen van de raden als verplicht wordt beschouwd, daar de Ministers de zaak een tweede maal bij die commissie aanhangig maken met het oog op het coördineren van de adviezen van de raden, wanneer zij haar eigen advies heeft gegeven vóór die raden, zelfs als deze overeenstemmende adviezen hebben uitgebracht en zelfs als haar eigen advies door de raden gevolgd is.

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen zou artikel 2 als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

§ 1. De voorstellen betreffende het statuut van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die van beide Ministeries afhangen, worden voor advies aan de gemengde raad voorgelegd door de Ministers tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort.

De gemengde raad kan ook op eigen initiatief aan beide Ministers voorstellen doen betreffende dezelfde onderwerpen.

Hij coördineert daarenboven de adviezen die over dezelfde voorstellen werden uitgebracht door de syndicale raad van advies van elk van beide departementen.

§ 2. De gemengde raad geeft zijn advies of coördineert de adviezen van de syndicale raden van advies binnen de termijn van een maand vanaf de dag waarop de advies- of coördinatieaanvraag voor het eerst op de agenda van een vergadering is geplaatst.

Eens die termijn verstreken is, is het advies of de coördinatie niet meer vereist.

In geval van dringende noodzakelijkheid kan de termijn bij gezamenlijke beslissing van de Ministers tot tien dagen worden ingekort".

.../...

Artikel 3.

De tekst zou nauwkeuriger zijn indien hij als volgt werd geredigeerd :

"Artikel 3.-

De gemengde raad is samengesteld uit :

1° tien vertegenwoordigers van de Ministers, aangewezen als volgt :

a) een voorzitter, gekozen uit de ambtenaren-generaal van een van beide Ministeries;

b) een ondervoorzitter, gekozen uit de ambtenaren-generaal van het andere Ministerie;

c) drie ambtenaren behorend tot de betrokken besturen van het Ministerie van Onderwijs;

d) drie ambtenaren behorend tot de betrokken besturen van het "Ministère de l'Education nationale";

e) een lid, afgevaardigde van het kabinet van de Minister van Onderwijs;

f) een lid, afgevaardigde van het kabinet van de "Ministre de l'Education nationale";

2° acht leden, afgevaardigden van de vakorganisaties die zitting hebben in de syndicale raad van advies van elk van beide Ministeries, vier per taalstelsel.

De leden, afgevaardigden van de vakorganisaties houden op deel uit te maken van de gemengde raad wanneer de vakorganisatie waartoe zij behoren hen niet meer afvaardigt.

.../...

De leden, afgevaardigden van de ministeriële kabinetten houden op als zodanig deel uit te maken van de gemengde raad wanneer zij geen deel meer uitmaken van die kabinetten."

Het derde lid luidt als volgt,

"De voorzitter, de ondervoorzitter of de ambtenaar lid van de commissie die wordt gevraagd deel uit te maken van een ministerieel cabinet blijft in de commissie zetelen als hij door één van de cabinetten van Onderwijs wordt aangewezen als afgevaardigde".

Deze bepaling is niet expliciet genoeg in die zin dat er niet uit blijkt of de voorzitter of de ondervoorzitter die gevraagd wordt deel uit te maken van een ministerieel kabinet, in de gemengde raad zitting blijft hebben als voorzitter of als ondervoorzitter wanneer hij afgevaardigde van een van de kabinetten wordt. Er zij op gewezen dat, indien het antwoord op deze vraag bevestigend mocht luiden, de raad een lid minder zou tellen op grond van het eerste lid, 1°, a. Een negatief antwoord daarentegen zou bezwaarlijk te verenigen zijn met artikel 4, a, luidens hetwelk de voorzitter en de ondervoorzitter voor vier jaar worden benoemd (althans volgens de Franse tekst van die bepaling, want in de Nederlandse tekst staat geen equivalent voor de Franse woorden "pour 4 ans").

Het lid moet dus worden herzien.

.../...

Artikel 4.

1. In de volzin die het artikel inleidt, schrijve men in de Franse tekst "Les Ministres" (in het meervoud) en schrappe men de woorden "de l'Education nationale"; in de Nederlandse tekst zouden de woorden "van Onderwijs" moeten vervallen.

2. Om iedere verwarring te voorkomen zou vooraan in de tekst onder a, "voor vier jaar" moeten worden geschreven.

Daar de formaliteit van de voordracht door de vakorganisaties in artikel 3 achterwege gelaten is omdat ze betrekking heeft op de wijze van benoeming en niet op de samenstelling van de raad, zou de tekst onder a) overigens als volgt moeten worden geredigeerd :

"a) voor vier jaar, de voorzitter, de ondervoorzitter, de leden ambtenaren van de gemengde raad en, op de voordracht van de vakorganisaties, de leden afgevaardigden van die organisaties".

3. In de tekst onder b) lijkt de term "detachement" (lees "detachering") te restrictief, daar hij veronderstelt dat de leden die worden afgevaardigd door de ministeriële kabinetten noodzakelijk ambtenaren zullen zijn.

4. Zoals het artikel is geredigeerd, schrijft het kennelijk voor dat de benoemingen door beide Ministers samen moeten worden gedaan. De Regering dient te oordelen of haar bedoeling zodoende juist is weergegeven wat betreft de leden van de raad die geen voorzitter of ondervoorzitter zijn.

.../...

Artikel 5.

In de Nederlandse tekst moet worden gelezen : "Het secretariaat wordt waargenomen ..." in plaats van "Het secretariaat wordt verzekerd...".

Artikel 6.

De eerste volzin van het eerste lid moet als volgt worden geredigeerd :

"De raad vergadert na oproeping door de voorzitter of, indien deze verhinderd is, na oproeping door de ondervoorzitter".

In de tweede volzin van hetzelfde lid is er een discrepantie tussen de Franse tekst ("et") en de Nederlandse ("of").

De Nederlandse tekst van het tweede lid zou als volgt moeten worden gelezen : "Hij kan slechts op geldige wijze beraadslagen en besluiten indien de meerderheid van de leden aanwezig is".

In de eerste volzin van het derde lid moeten in de Nederlandse tekst de woorden "van Onderwijs" en in de Franse tekst de woorden "de l'Education nationale" vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de twee leden van artikel 7.

.../...

In hetzelfde derde lid, eerste volzin, van de Nederlandse tekst moet "Ministers" worden geschreven in plaats van "Ministeries".

Het derde lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Opdat op geldige wijze kan worden gestemd, dient er een gelijk aantal vertegenwoordigers van de Ministers en door de vakorganisaties afgevaardigde leden aanwezig te zijn en moet het taalevenwicht geëerbiedigd zijn. Zo nodig nemen een of meer leden, om de pariteit te herstellen, na loting of terugtrekking, niet deel aan de stemming".

Artikel 7.

De tekst moet als volgt worden geredigeerd :

"De gemengde raad zendt de notulen van zijn vergaderingen aan de Ministers, aan de leden en aan de syndicale raden van advies".

Elk jaar, op 1 juli, zendt hij een algemeen verslag aan de Ministers".

Artikel 8.

Bedoelt de Regering het zo dat in de kosten alleen wordt tegemoetgekomen door het toekennen van "vorderingen" voor spoorwegvervoer, met uitsluiting van terugbetaling van de kosten voor reizen met eigen wagen ?

.../...

Mocht dat niet het geval zijn, dan zou het tweede lid beter worden vervangen door de volgende formule die meer gebruikelijk is :

"De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de gemengde raad hebben recht op terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten onder de voorwaarden en volgens de tarieven vastgesteld door de ter zake voor de leden van het personeel der Ministeries geldende regeling".

Artikel 9.

Daar de Regering stellig geen terugwerking van het ontworpen besluit op het oog heeft, zou het artikel als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 9.-
Dit besluit treedt in werking op ...".

Artikel 10.

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Onze Ministers tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.